



Union **G**énérale des **F**édérations de **F**onctionnaires

POUR LES DROITS DES FEMMES

Perdurent depuis nombre d'années de graves inégalités sexistes sur notre territoire (rémunérations, précarité, conditions de travail et de vie,...) mais aussi d'insupportables violences, infligées aux femmes. Les femmes doivent palier l'insuffisance, mais aussi la régression organisée, des services publics. De plus, ancré dans un contexte de crise, un certain nombre d'acquis sociaux sont remis en cause.

La Fonction Publique d'État n'est malheureusement pas en reste. Les salaires nets mensuels moyens comportent un écart supérieur à 15 % entre ceux des hommes et ceux des femmes (et 20 % entre les pensions moyennes). La raison de cet écart provient des interruptions de carrière et de l'effet du temps partiel, ainsi que la proportion plus faible de femmes dans les emplois d'encadrement supérieur.

Nombre de femmes dans la fonction publique constatent à leurs dépens qu'avoir des enfants constitue un obstacle à la promotion. C'est à mettre en relation avec, leur plus grande implication dans la vie familiale, mais aussi avec l'insuffisance de mesures sociales adéquates pour pouvoir concilier une vie familiale épanouie et une vie professionnelle réussie. Ainsi, la prise du temps partiel est nettement plus importante chez les femmes (17,4 %) que chez les hommes (2,9 %), notamment après une naissance, ce qui impacte leurs parcours professionnels, et par conséquent leurs chances d'avoir une promotion ou un avancement. Nous constatons ainsi une fonction publique majoritairement féminisée, sauf dans les emplois de direction où les femmes ne représentent que seulement 16,1 % des emplois, ces inégalités flagrantes et scandaleuses ne se résorbant qu'à la marge sur la durée.

Au travers du respect fondamental des droits des femmes, la satisfaction des revendications des femmes serait une des réponses à la crise et aux aspirations d'une future société égalitaire. Avec les Femmes et Hommes dans l'unité, les signataires de l'appel « *pour les droits des femmes* » veulent imposer d'autres choix aux gouvernements et à l'ordre mondial en participant à la:

MOBILISATION NATIONALE le 17 octobre 2009, à 14h à PARIS, Bastille.

Pour:

- la **LIBERTÉ** de disposer de son corps au travers notamment d'un véritable accès à l'avortement et la contraception,
- l'**AUTONOMIE** financière au travers de vrais emplois, de vrais statuts, des salaires décents et du temps pour vivre,
- la **DIGNITÉ** avec le vote et l'application de la loi-cadre contre les violences faites aux femmes,
- l'**ÉGALITÉ** dans la vie politique, économique et sociale,
- la **LAÏCITÉ** avec aucune ingérence des intégrismes religieux dans nos vies ou contre nos droits,
- la **SOLIDARITÉ** dans la lutte pour les droits des femmes du monde entier et l'égalité pour les femmes étrangères en France.

D'ores et déjà, cette mobilisation s'inscrit dans la durée avec un prochain rendez vous dès le 8 mars 2010 et jusqu'au 17 octobre 2010 pour la 3ième marche mondiale des femmes

263, rue de Paris – case 542 – 93514 Montreuil Cédex

Téléphone : 01.48.18.82.31 – Télécopie : 01.48.18.82.11 – Courrier électronique : ugff@cgt.fr

Site internet : www.ugff.cgt.fr – Numéro de Siret : 784312043 - 00036.